

## **UN SILENCE ASSOURDISSANT DES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE, FACE AUX ATTEINTES PORTÉES PAR LE RÉGIME MAROCAIN AUX DROITS FONDAMENTAUX**

Hier comme aujourd'hui, l'Etat du Maroc, pays ami de l'Union Européenne, où l'on espionne les téléphones des journalistes et des défenseurs des droits humains à l'aide du logiciel israélien Pegasus, où les atteintes aux droits fondamentaux, à la liberté d'opinion, à la liberté de la presse se multiplient, où l'on harcèle, salit, instrumentalise et condamne, où le courage et l'engagement se paient au prix de vies brisées, l'Etat de ce pays, le Maroc, jouit d'une totale complaisance.

Au Maroc, les enlèvements, la torture, les arrestations arbitraires, les poursuites judiciaires, les condamnations à de lourdes peines de prison restent ce qui caractérise « l'exception marocaine » tant défendue par les Etats membres de l'Union Européenne.

Au Maroc, on continue à cibler les journalistes, les Youtubeurs, les rappeurs, les activistes des droits humains, les militant-e-s des mouvements sociaux et tout-e citoyen-ne exigeant la justice sociale.

Au Maroc, la criminalisation, la diffamation, le piétinement des libertés individuelles, l'atteinte aux expressions politiques et associatives, l'instrumentalisation de la justice sont une constante d'une « démocratie » de façade qui fait de la répression une institution.

- Les parlementaires européens se doivent de réagir vivement :

- Pour exiger la libération de tous les détenus politiques et d'opinion, notamment les journalistes Omar Radi, Soulaïmane Raïssouni, Toufik Bouachrine, les prisonniers du Hirak du Rif : Nasser Zefzafi, Nabil Ahamjik, Said Ighid, Zakaria Adechour, Mohamed Jaloul..., la militante d'ATTAC Maroc Fatima Zohra Ould Belaid, le militant Nouredine Aouaj et les citoyens actifs sur les réseaux sociaux.
- Pour exiger que les droits fondamentaux soient respectés au Maroc,
- Pour condamner les pratiques du régime marocain et de son appareil policier,
- Pour dénoncer les décisions d'une justice aux ordres d'un pouvoir autocratique,
- Pour que le Maroc honore ses engagements internationaux et sa propre constitution.

**Rassemblement Place Kléber - Strasbourg**

**Mercredi 19 janvier 2022 à partir de 10 h 00**

**Rassemblement organisé par :**

- Comité France de soutien aux prisonniers politiques et d'opinion au Maroc - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Marocains en France (AMF) - Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM) - Institut Mehdi Ben Barka - Mémoire Vivante

**Avec le soutien :**

- Association Marocaine des Droits Humains (AMDH Paris/IDF) - Justice et Liberté au Maroc - Union Juive Française pour la Paix Alsace (UJFP) - Association Marocaine des Droits Humains (AMDH Nord/France) - D'ailleurs Nous Sommes d'Ici 67